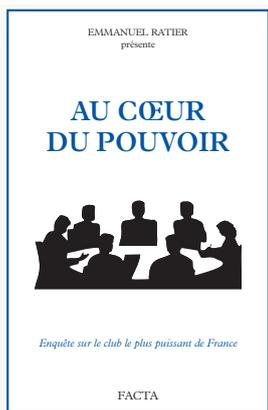


« Le club Le Siècle présente une intéressante particularité; alors qu'il existe depuis plus de cinquante ans et que ses membres font partie de l'élite la plus fermée et la plus puissante de France, il a fallu attendre ces deux dernières années pour que l'on commençât à s'y intéresser. Jamais clan n'eut peut-être d'autant de pouvoir et auquel on prêta si peu d'attention. »

Les Groupes politiques informels en France, mémoire de DEA
d'Hugues Sérapion Sabatier, université de Paris V – Malakoff, septembre 1997.



« Les membres du Siècle ne se contentent pas d'occuper les fauteuils ministériels : ils détiennent pratiquement tous les postes stratégiques, ceux qui, en dehors de leur importance technique, ont un rôle politique déterminant. En fait les cent premières entreprises françaises sont, pratiquement sans exception, représentées au Siècle. De même, tous les grands journaux, tous les grands corps

de l'État, comme la Cour des comptes, le Conseil d'État, la Cour de cassation, l'état-major militaire, l'Inspection des Finances, etc. » Cet extrait de *La République mondaine*, un ouvrage paru en 1975, n'a rien perdu de son actualité. Le club Le Siècle, fondé en 1944, réunit, depuis plus de 65 ans, la quasi-totalité du pouvoir politique, économique, financier ou médiatique français. Soit environ 600 personnes qui concentrent entre leurs mains l'essentiel du pouvoir. Tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, a du tiers à la moitié de ses membres qui y appartient.

Cette volonté de secret, associée à un contrôle de pratiquement tous les grands médias et de toutes les maisons d'édition, fait qu'aucun ouvrage n'a jamais été consacré au club Le Siècle. Pour la première fois, *Au cœur du pouvoir* dévoile les arcanes de ce club très secret, que d'aucuns ont comparé à la franc-maçonnerie ou à la Synarchie. Se fon-

dant sur des centaines de documents internes et confidentiels, *Au cœur du pouvoir* révèle l'itinéraire sinueux de son fondateur, de son empire de presse et d'influence qu'il développa durant un demi-siècle. Dans une entière indépendance mais aussi une stricte objectivité, il décrit le déroulement de ses réunions et dîners, son système de cooptation, et raconte ce qui s'y trame, s'y noue et s'y décide, de la chute des ministères aux alliances entre banquiers ou capitaines d'industrie.

Ce livre n'est pas fait pour juger sommairement du Siècle, de ses membres et de son fonctionnement. Savoir s'il s'agit d'un « complot » ou non ne présente qu'un intérêt strictement secondaire. En revanche, ce livre sera d'une grande utilité pour mieux comprendre le sens de telle ou telle nomination, le rachat d'une entreprise par une autre, la montée en puissance d'hommes politiques recrutés très jeunes, le silence des médias sur certains sujets, la solidarité évidente dont bénéficient ses membres, le réseau relationnel et les alliances inhabituelles, etc. Autant d'éléments que la plupart d'entre eux n'ont jamais souhaité voir exposés au grand public. Et sur lesquels Le Siècle avait jusqu'alors réussi à conserver la confidentialité la plus totale.

Au cœur du pouvoir comporte aussi un très important annuaire biographique qui retrace la carrière de ses 2000 membres ou invités du début des années 1970 aux années 2010.

« Il y a vingt ans, j'avais tenté déjà de débusquer les membres du Siècle lorsque je tournais un documentaire sur la vie des élites : à l'époque, le simple fait de filmer ces gens-là au moment où ils arrivaient place de la Concorde déclenchait automatiquement l'arrivée des flics. Autant dire que le Siècle, qui se réunit tous les quatrièmes mercredis du mois, ne souhaitait guère se mettre en lumière. »

Le cinéaste Pierre Carles, auteur du documentaire *Sans concession* - octobre 2010.

EMMANUEL RATIER
présente

AU CŒUR DU POUVOIR

*ENQUÊTE SUR LE CLUB
LE PLUS PUISSANT DE FRANCE*

FACTA
2011

LE SIÈCLE

AVANT-PROPOS

Une petite équipe de chercheurs m'a proposé cet ouvrage mesuré sur un sujet totalement inédit. Malgré les pressions qui n'ont pas manqué, il m'a paru de mon devoir d'éditeur de le publier. Je crois que tous nos lecteurs seront du même avis. Ce livre est de bonne foi. Il a exclusivement un but informatif. Dans le cas où vous relèveriez des erreurs ou inexactitudes, n'hésitez pas à nous écrire afin de nous permettre de corriger une troisième édition.

Emmanuel Ratier

« Le club Le Siècle présente une intéressante particularité; alors qu'il existe depuis plus de cinquante ans et que ses membres font partie de l'élite la plus fermées et la plus puissante de France, il a fallu attendre ces deux dernières années pour que l'on commençât à s'y intéresser. Jamais clan n'eut peut-être d'autant de pouvoir et auquel on prêterait si peu d'attention. »

Les Groupes politiques informels en France, mémoire de DEA
d'Hugues Sérapiou Sabatier, université de Paris V – Malakoff, septembre 1997.

INTRODUCTION DE LA SECONDE ÉDITION

Le 27 octobre 2010 aura été une date historique. Celle où, pour la première fois de son histoire, Le Siècle aura été dévoilé au grand public, notamment via internet, sur l'idée d'une soixantaine de militants de gauche antimondialistes et antilibéraux, emmenés par Jean-Luc Mélenchon et le journaliste Pierre Carles. Hilare, venus troubler l'arrivée de la coterie la plus puissante de France à son dîner mensuel dans les locaux de « l'Auto », comprendre l'Automobile Club de France. Le peuple prenait à partie les nantis, dévoilant au grand jour les alliances de caste et de classe entre personnalités censées être de gauche ou de droite, banquiers, journalistes, etc. Tous unis en réalité dans l'intimité des cénacles d'influence. L'ancien PDG de Renault et ancien président de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, la tristement célèbre Halde, Louis Schweitzer, grande figure de cette gauche morale protestante, bredouillait qu'il s'appelait « Éric Fottorino, du *Monde* ». Arlette Chabot fuyait par les escaliers du métro. Emmanuel Chain en venait aux mains avec Pierre Carles. Pour un peu on aurait rejoué la nuit du 4 août. Denis Olivennes, patron du *Nouvel observateur*, parlait aussitôt de « dérive populiste et démagogique.

LE SIÈCLE

L'ancien trotskyste Michel Field, devenu une des grandes figures du PAF (Paysage audiovisuel français), éructait que cela faisait « longtemps qu'on nous avait pas fait le coup des 200 familles » et Alain-Gérard Slama, éditorialiste au *Figaro*, y voyait un « délire » comparable à ceux qui avaient pu croire, dans les années 40 à la Synarchie.

Le mois suivant même scénario, si ce n'est que cette fois, des militants nationalistes-révolutionnaires manifestaient aussi contre la fortune anonyme et vagabonde. Nouveaux remous et, en raison des retards entraînés par la manifestation, suppression du cocktail, le moment le plus prisé des réunions du Siècle. Mieux, afin de ne pas apparaître comme une nouvelle émanation des « deux cents familles », le conseil d'administration propulsait à la présidence Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT, dont le modeste poids relationnel et financier actuel n'aurait jamais dû lui permettre d'accéder à cette haute fonction (il suffit de comparer avec l'importance réelle de ses prédécesseurs)...

Ce livre n'est pas fait pour juger sommairement du Siècle, de ses membres et de son fonctionnement. Il se trouve simplement qu'il s'agit tout simplement du réseau le plus puissant de France, un réseau qui fonctionne depuis plus de soixante ans et qui a toujours compris parmi ses membres les personnalités françaises les plus importantes. Savoir s'il s'agit d'un complot ou non ne présente qu'un intérêt strictement secondaire. En revanche, il est d'une grande utilité pour mieux comprendre le sens de tel ou telle nomination, le rachat d'une entreprise par une autre, la montée en puissance d'hommes politiques recrutés très jeunes, le silence des médias sur certains sujets, la solidarité évidente dont bénéficie ses membres, le réseau relationnel et les alliances inhabituelles, etc. Un seul exemple : qui savait, avant la première édition de notre ouvrage, que Nicole Notat, patronne de la CFDT, dînait chaque mois avec les plus grands patrons du CAC 40. Ou encore, comme vous le découvrirez dans cette nouvelle édition que le responsable du secteur revendicatif de la CGT fait de même... Autant d'éléments que la plupart d'entre eux n'ont jamais souhaité voir exposés au grand public. Et sur lesquels Le Siècle avait jusqu'alors ici réussi à conserver la confidentialité la plus totale.

Un exemple récent : à la mi-juillet 2008, Alain Lambert, sénateur UMP, mettait en ligne deux ou trois courtes vidéos qu'il avait tournées, quasi-clandestinement, avec son appareil photo, au précédent dîner du club Le Siècle. On y voyait l'un des dirigeants du Crédit agricole, Jean-Frédéric de Leusse, confier son inquiétude sur la conjoncture en 2009 ainsi que le député UMP Jérôme Chartier promettre de tout faire pour baisser la dépense publique. Ces vidéos étaient presque aussitôt enlevées de son blog, très certainement sur intervention des responsables de ce club d'influence. C'est qu'il est très mal, très mal vu, de dévoiler les dessous du Siècle. En plus de soixante ans d'existence, aucune photo des discrètes réunions n'a d'ailleurs jamais été publiée. Un signe de l'extrême discrétion, voire du secret, qui entoure les propos qui peuvent y être tenus.

LE SIÈCLE

En 1996, paraissait *Au Cœur du pouvoir*, un gros volume de près de 600 pages, consacré au club d'influence Le Siècle, le cercle le plus influent en France. Un véritable concentré de pouvoir. À ce jour, il demeure l'unique ouvrage qui lui ait jamais été consacré. Il est sans cesse pillé, jamais pratiquement cité. Nous avons personnellement rencontré à de nombreuses reprises des journalistes des plus grands médias et télévisions. Nous leur avons ouvert nos archives. Pratiquement aucun n'a jamais osé nous citer. Mieux, la première édition de cet ouvrage n'a fait l'objet d'aucune recension dans la grande presse, hormis la presse nationaliste amie, tant son contenu dérangeait et tant il était gênant pour les directeurs des dites publications. Nous en avons eu un exemple très précis, en 2010, avec les visites d'une journaliste chevronnée de M6 à qui un sujet de 30 minutes avait été commandé sur Le Siècle et qui ne vit jamais le jour : le patron de M6, Nicolas de Tavernost, appartenait évidemment au Siècle (je l'avais aussitôt prévenu où elle mettait les pieds...).

Cette réédition très enrichie et entièrement remise à jour n'aurait toutefois pas vu le jour si Le Siècle n'avait changé ses statuts, le 7 juillet 1999, la durée de l'association ayant, selon ses statuts d'origine, été « limitée au présent siècle ». Les nouveaux statuts précisent : « Initialement limitée au 20^e siècle, la durée de l'association est étendue au 21^e siècle. » Nous publions donc aujourd'hui sa mise à jour, avec les biographies des nouveaux membres et invités depuis lors, et la mise à jour des biographies parues à l'époque. Un très gros travail qui fait que ce nouvel ouvrage s'apparente aux deux énormes volumes de l'*Encyclopédie de la politique française*.

Sur le fond, rien à retirer dans les divers textes d'introduction et d'explications qui précédaient les notices biographiques. Ils sont toujours d'actualité, le Siècle ayant conservé toute son influence. Comme par le passé, la moitié, voire plus, des membres des gouvernements, de gauche comme de droite, qui se sont succédés depuis de douze ans, appartenaient au Siècle (9). À titre indicatif, Ghislaine Ottenheimer précise que plus de 80 inspecteurs des Finances appartiennent au Siècle, alors qu'ils ne représentent que 0,000005% de la population (7).

Comme devait l'expliquer (1) Gérard Worms, président du Siècle, ce cercle plus qu'élitiste a, avant tout, un rôle de régulateur et de modérateur des idées, en particulier économiques et financières, évitant les opinions tranchées. Son action a largement été à l'origine du retournement du Parti socialiste, dont les élites ont basculé peu à peu vers le libéralisme et l'économie de marché ainsi que vers l'intégration européenne capitalistique. « La dernière fois qu'elle a pleinement joué son rôle d'origine, c'était en 1981 : les nouveaux gouvernants ou leurs parlementaires, partant d'une illusion très doctrinale sur ce qu'était le monde des affaires, se sont retrouvés à une table avec des présidents de sociétés privées et les conversations ont montré aux uns et autres que le dialogue était possible. L'interpénétration

LE SIÈCLE

du monde politique, des affaires et de la fonction publique, qui était le souci des fondateurs, est maintenant assurée par de multiples biais, les ministres ont bien des occasions de rencontrer les présidents de Lafarge ou d'Alcatel. » *Le Monde* (4) indique : « C'était, effectivement l'époque où les socialistes Pierre Joxe, Charles Hernu, Jacques Delors, Louis Mermaz, tous membres du Siècle et fraîchement nommés ministres, se trouvèrent aux tables des banquiers que la gauche s'apprêtait à nationaliser. » Cela sert à beaucoup, également, pour disposer du « pouls » des forces de pouvoir. Alain Minc, l'un des principaux lobbyistes français écrit ainsi dans ses carnets : « Dîner rituel du Siècle. C'est un coup de sonde dans le fonctionnement des élites françaises (...) L'association réunit une fois par mois la quintessence de l'establishment politique et économique. » Interrogé pour savoir si Le Siècle fait « avancer les dossiers » ou permet de « conclure une affaire », le sénateur UMP Hubert Haenel répond (5) : « Si ! Pendant l'apéritif qui dure une heure. Être membre du Siècle permet de se constituer un carnet d'adresses important et utile. »

Même si la direction du cercle s'en défend, c'est bien là que l'avenir de nombre se décide. Le Siècle peut changer les destins individuels : « Jacques Rigaud est-il convaincu que, sans sa rencontre, dans le cadre du Siècle, avec Pierre Moussa, il n'aurait pas quitté le secteur public et ne serait pas devenu président de RTL (1). » *Les Echos*, plus récemment (21 mars 2008) voyaient la « patte » du Siècle dans la nomination de Guillaume Pépy à la tête de la SNCF, avec la forte représentation des membres du Conseil d'État, et celle d'Emmanuelle Mignon, alors directrice de cabinet du président de la République Nicolas Sarkozy. Ou encore le rachat de *Libération* par Édouard de Rothschild. Il y aussi les indications et les prévisions fort utiles pour prévoir l'avenir (4) : « En 2005, Le Siècle comprit trois mois avant le scrutin que le oui au traité constitutionnel européen n'était pas gagné. Jusque-là, élites de droite et de gauche se retrouvaient autour d'un européisme de bon aloi (...) Mais voilà que, autour des tables, des chefs d'entreprises, des énarques installés se mirent à défendre vigoureusement le non. "Avant même les sondages ne basculent, se souvient le secrétaire général de l'association, Étienne Lacour, je crois que nous avions deviné." »

Extrêmement sélectif, le processus d'écrémage des futurs invités ou membres permet d'éviter tous les importuns, afin de demeurer en « très bonne compagnie », comme nous l'avions écrit. « Devenir membre est très compliqué : il n'y pas au Siècle de postulants. Il faut être invité par des membres à entrer (...) Pour être invité à un dîner du Siècle, il faut avoir deux parrains, dont un au moins membre du conseil d'administration. La proposition est ensuite soumise au conseil d'administration qui vote au moyen de boules blanches et noires (...) Une noire égale deux blanches, il faut donc recueillir plus des deux tiers des suffrages. De très éminentes personnalités ont ainsi été refusées (...) Mais le CV ne suffit pas, il faut prouver aux membres que votre pouvoir va durer, que vous êtes incontournable

LE SIÈCLE

et d'agréable compagnie. La liste d'attente des nouveaux agréés par le conseil est de plusieurs années (...). Lors de l'arrivée d'un nouveau membre, ses premières apparitions sont jaugées et mises en fiche. S'il se comporte bien pendant au moins un an, l'invité qui ne paye que son dîner et pas sa cotisation, est intégré. 30% sont alors exclus, comme Nicolas Bazire, directeur de cabinet d'Édouard Balladur en 1995. (8) »

Les écrits du sociologue Jacques Julliard recourent entièrement nos conclusions quant au formidable réseau de pouvoir que constitue Le Siècle : « Le plus difficile dans la France d'aujourd'hui n'est pas la redistribution des revenus : c'est la redistribution du pouvoir. Quand les privilégiés de droite et de gauche ne sont séparés que par leurs opinions, dites-vous bien que du point de vue social, les opinions, c'est peu et les privilèges, c'est beaucoup. Si vous ne me croyez pas, allez faire un tour au Siècle, ce club qui symbolise à lui seul la solidarité de tous les privilégiés, toutes professions confondues, contre le reste des Français. Vous verrez, ou plutôt non : vous ne verrez rien car on ne vous laissera pas entrer (2). » Le même Julliard précise ironiquement : « Voici une aimable association, dont le seul but avoué est de permettre à ses membres de dîner ensemble une fois par mois. C'est donc, si l'expression n'avait pris un tour par trop ambigu, un "club de rencontres" (...) Il vise à rapprocher notamment des "personnalités politiques, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des industriels, des financiers, des journalistes, des membres de professions libérale". Rien, on le voit, n'a été prévu pour les tourneurs sur métaux, les ouvriers agricoles saisonniers ou les épiciers maghrébins. Pour le dire autrement, le Siècle est un club fermé, réservé à une élite cooptée selon de subtils critères coutumiers (...) La plupart des conversations gravitent autour des affaires publiques avec, compte tenu de la personnalité de la majorité des membres, une préférence pour les sujets économiques ? Mais la politique tient aussi évidemment une grande place (...) Une règle non écrite veut que les propos tenus, qui associent, aux limites précisées plus haut, adversaires politiques ou concurrents industriels, restent privés et ne donnent lieu à aucune exposition extérieure. Cette règle, rarement transgressée, donne une haute idée de la cohésion – voire de l'exclusivisme – de l'élite dirigeante française. Cela n'empêche nullement des relations de s'approfondir, des intrigues de s'y esquisser, des plans de carrière de s'échafauder. Le Siècle témoigne, de par sa composition et son mode de fonctionnement, de l'existence en France d'une super-élite, réunissant l'élite financière des grandes catégories de dirigeants, sous l'hégémonie de l'aristocratie economico-financière du pays. »

C'est aussi l'avis, en plus brutal, de Lutte ouvrière (sur son site Internet) : « Les cercles existent depuis le XIX^e siècle. Ils permettent aux hommes de la bourgeoisie d'établir et de maintenir des relations sociales et d'affaires. S'y côtoient, outre les patrons, journalistes, hommes et femmes politiques. Pour être certain de pouvoir être en soit, on n'y rentre que par cooptation, c'est-à-dire qu'il faut

LE SIÈCLE

être parrainé. Sinon, n'importe quel voyou enrichi pourrait venir s'y mêler aux vrais bourgeois ! Quand bien même, la seule différence entre les deux réside dans le nombre de générations qui sépare le bourgeois installé du voyou qui avait fait la fortune de sa famille. Citons, par exemple, le cercle Le Siècle. »

Autant d'éléments qui font que, bien que membre ou invité, on puisse en être remercié à tout moment : il faut avoir moins de 66 ans, mais cette limite n'est pas respectée pour les « puissants », qui peuvent continuer à fréquenter les tables. « L'un des critères de choix est une perspective de carrière solide, sans qu'on puisse jamais (en) être sûr. Certains membres sont parfois tombés dans une trappe, qu'on a gardés quand même (1). » *Le Monde* indique à propos, par exemple de Jean-Marie Messier (4) : « Quand il était le flamboyant patron de Videndi, Jean-Marie Messier fut un commensal recherché. Aux premières difficultés, il se mit à sécher » volontairement l'apéritif afin d'éviter les questions gênantes. Puis il renonça aux dîners. »

Il nous a paru utile d'apporter également quelques précisions à partir de documents parus dans des livres ou publications sur des thèmes déjà abordés. En particulier sur l'itinéraire pour le moins complexe de son fondateur, Georges Bérard-Quélin.

Dans *La Photographie d'actualité et de propagande sous le régime de Vichy* (2003, CNRS Éditions), l'historienne Françoise Denoyelle, se fondant sur des documents d'archives, est beaucoup plus brutale que notre précédente édition quant aux termes utilisés dans un chapitre consacré aux agences photographiques : « En juin 1943, des tractations ont lieu entre Silvestre et l'agence Record puis un groupe dirigé par Peyronnet, ancien directeur de la Cofep, et homme de paille de Bérard-Quélin, pour se redistribuer le marché. Quélin dirigeait une lettre confidentielle en collaboration avec les services de presse de Vichy. Elle a été interdite par les autorités d'occupation le 6 mars 1943 (NDA : on verra qu'elle reparut dans la suite de cet ouvrage). Quélin, homme d'affaires véreux, est alors utilisé par les Allemands pour infiltrer les agences de clichés. Il propose à Jean Rey, président du GCAFP, de constituer une agence de clichés dont Peyronnet serait le porte-flambeau. Il ouvrirait une agence sous le titre Press-Illustration qui absorberait l'agence Record et rachèterait les services d'ADCA sur la base du prix d'achat de ces services à la COFEP par Silvestre. Reynal et Faillet qui a remplacé Rey à la direction du GCAFP arbitrent les négociations. Les tractations sont compliquées. Dans un premier temps, Silvestre, avec l'accord des agences, devait se transformer en agence officielle de la Propaganda Staffel en matière de clichés. Bien qu'annoncé par Faillet, le directeur de Fama, le rachat de Silvestre par Peyronnet ne se fera pas, mais ADCA qui assurait la diffusion des clichés de presse aurait cessé toute activité, le 1^{er} juillet 1943, en zone occupée. À cette date, la CGAFP accorde à l'agence Pressimac l'exclusivité pour la diffusion des clichés d'actualité destinés à la presse de province. Pressimac, agence de Bérard Quélin dont les locaux sont situés 114, avenue des Champs-Élysées, dans les locaux

LE SIÈCLE

de la censure allemande, leur fournit alors des clichés en zinc mince et propose son service de cartographie spécialisé dans l'étude des divers fronts militaires. Quélin sert de couverture à une nébuleuse d'officines aux activités obscures. » L'historienne consacre deux notes à Bérard-Quélin. La première indique : « Georges Quélin, dit Bérard Quélin, homme de paille des Allemands, a monté une nébuleuse de sociétés dont un groupe de presse, La Correspondance de la presse, le 8 octobre 1942. Son objet est la diffusion et la publication d'articles d'information, elle est située 4, cité Vaneau à Paris, avec une succursale à Vichy. Le 10 août 1943, il crée Pressimac, La Presse française et l'Agence française littéraire et artistique, le 4 février 1944, Presse et publicité, l'Institut graphologique, l'Agence Hermes et le 4 mai 1944, Courses pronostics. La cessation d'activité n'est inscrite au RC qu'en avril 1947. » La seconde (P. 250) cite une note sur Georges Quélin alias Paul Dorval, Albert Girard, mentionne : « Ses entreprises témoignent d'une honnêteté douteuse et établit une liste de ses activités délictueuses (*Archives nationales*, 2/AG/80, dossier 37 B). »

Dans *Les Archives secrètes de Mitterrand* du capitaine Paul Barril (Albin Michel, 2001), cet auteur publie une note de la DGSE concernant les documents que cette organisation du contre-espionnage français à propos de Klaus Barbie. Il y est précisé : « Sur une liste, figure M. Bérard-Quélin, présenté comme un agent de renseignements français de la Gestapo à Paris. (6) » L'auteur en profite pour retracer partiellement la vie de Georges Bérard-Quélin, en se demandant pourquoi ce nom figure dans l'enquête sur Klaus Barbie.

Autre précision, dans *Céline à Bezons 1940-1944* (Le Rocher, 2008), David Alliot et Daniel Renard évoquent longuement le préfet Frédéric Empaytaz, grand ami de Céline à l'époque, qui fut révoqué à la *Libération*. « Après la guerre, Frédéric Empaytaz participera à la création de la *Société générale de presse*, agence de presse sise à Paris dans le quartier de l'Opéra et y travaillera comme rédacteur. » Ce fut là la planche de salut de nombre d'anciens collaborateurs ou personnalités considérées comme telles (tel Christan de La Mazière, auteur du *Rêveur casqué* ou de Claude Wacogne, collaborateur d'Henry Coston).

Un étonnant article, largement de complaisance (1) est paru sous la signature d'Anne Martin-Fugier, docteur ès lettres et historienne de la vie sociale et culturelle aux 19 et 20^e siècles. Il s'agit de l'unique article historique relativement de fond paru sur cette association. Article où la biographie de Georges Bérard-Quélin est édulcorée, ne laissant pas apparaître son double jeu et le présentant comme un pur résistant. Il apporte quelques renseignements non contenus dans notre précédente édition. Parmi les fondateurs du Siècle, le 18 août 1944, figurait une femme, Yvonne Dornès (1910-1944), présentée comme directrice des services de SVP, fondatrice en 1956 de la revue *Planning familial* et administrateur de la Cinémathèque française. Une biographie toujours à éclipses ratant pratiquement l'essentiel, à savoir ses attaches maçonniques (ce qui la lie étroitement à « BQ ») : cette arrière-petite-nièce de Jules Ferry fut chargée de mission à la Présidence du

LE SIÈCLE

Conseil durant le Front populaire. Elle crée non seulement la revue mais le mouvement Planning familial lui-même. Elle est initiée à la loge *Isis* le 22 juin 1955. Elle en devient Vénérable en 1961. S'affiliant aux loges la *Nouvelle Jérusalem* et *Minerve*, elle sera aussi fondatrice de plusieurs autres loges, dont la loge *Diana* à Rouen et l'*Arc-en-ciel* à Paris et participera activement à *L'Expansion* européenne de la Grande Loge Féminine de France. Elle fonde alors la loge *Irini* à Bruxelles puis, avec les Sœurs belges, *La Source* qui travaille au Rite Français Rétabli. Enfin, en 1981, elle fonde à Paris la loge *La Française*, travaillant à ce même rite. De 1977 à 1980, elle sera Grande Maîtresse de la GLFF.

Les femmes participaient donc aux débuts du Siècle. Il en sera ainsi de Lucie Faure, cofondatrice avec Robert Aron de la revue littéraire *La Nef* et épouse d'Edgar Faure. Toutefois le 19 février 1949, le conseil d'administration décidait d'exclure les femmes, décision qui ne sera levée qu'en mai 1983. Elles représentent aujourd'hui 13 % des effectifs.

Ce livre, dans lequel on ne trouvera aucune critique *ad hominem*, est de bonne foi. Fruit d'un labeur persévérant, il peut comporter quelques erreurs qu'on verra bien excuser, mais, surtout, nous signaler. Les coquilles et erreurs de l'édition précédente ont été soigneusement corrigées. Ont également été rapportées les remarques qui avaient pu nous être faites par les personnalités que nous citons.

Emmanuel Ratier

1 – *Vingtième Siècle – Revue d'histoire*, janvier-mars 2004. Parmi les approximations de l'auteur, dont on attendrait plus de rigueur, figure « le Cercle de l'an III », qui réunit les élites d'Alsace (ainsi que Suisse et Allemagne). Il s'agit en réalité du Cercle de l'III.

2 – *Salards de pauvres?*, *Le Nouvel observateur*, 2 mai 2002. Et notice sur *Le Siècle* de Jacques Julliard dans le *Dictionnaire des intellectuels français* (dirigé par Jacques Julliard et Michel Winock, Seuil, 1996).

3 – *La Dame des 35 heures*, Philippe Alexandre et Béatrix de L'Aulnoit. Robert Laffont, 2002. Depuis lors, Martine Aubry a déclaré (*Les Echos*, 21 mars 2008) : « J'aime beaucoup *Le Siècle*. J'ai cessé d'y aller en 1997 lorsque je suis devenu ministre. C'était très intéressant. Je me retrouvais à des tables avec des gens extrêmement différents. L'initiative peut être perçue comme totalement élitiste. Mais cela reste un vrai lieu de rencontre. J'y ai beaucoup appris. Car, pour moi, la véritable intelligence, c'est d'essayer de comprendre des gens qui ont une logique différente. »

4 – *Les Plans de table du Siècle, échantillon de l'establishment*, *Le Monde*, 25 août 2007.

5 – *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 18 février 2008.

6 – Il semble que cette liste soit celle reproduite au chapitre de cet ouvrage consacré au fondateur du Siècle.*

7 – *Les Intouchables : enquête sur l'inspection des finances* (Albin Michel, 2004).

8 – *La Légende du Siècle*, *Le Magazine de L'Optimum*, février 2004.

9 – *Marianne*, 22 décembre 1997. « Un membre du Siècle, le très éminent club de la nomenclatura parisienne, confie à l'un de ses collègues à l'Unesco, que le changement de majorité, n'a, " Dieu merci! " », pas changé grand-chose : " Le passage de Juppé à Jospin? Peu de différence : nous avons toujours autant de membres du Siècle au gouvernement qu'auparavant! " ». »

LE SIÈCLE

libre, puis préfet de l'Aveyron (1983-1985), de la Martinique (1985-1987), de Bourgogne (1987-1990), et de Bretagne (1990-1993). Il est ensuite, d'avril 1993 à septembre 1994, directeur général de la police nationale (poste très politique), et de septembre 1994 à mai 1995 directeur du cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Il a dirigé le cabinet de ce dernier à la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine (1995-2001). Avocat à la cour d'appel de Paris depuis 2001.

LADREIT de LACHARRIERE Marc. Président de société, né le 6 novembre 1940 à Nice (Alpes-Maritimes). Cet énarque est entré en 1970 comme attaché de direction à la Banque de Suez. Fondé de pouvoir l'année suivante puis sous-directeur en 1973, il devient directeur adjoint de la Banque d'Indochine et de Suez en 1975 et directeur de la division affaires en 1976. Il entre cette année-là chez L'Oréal, s'imposant rapidement comme le dauphin potentiel de François Dalle. Il y sera directeur financier, directeur général de l'administration et des finances en 1977, vice-président du comité de direction en 1978, administrateur et membre du comité stratégique en 1984, puis, de 1984 à 1991, vice PDG adjoint. Riche héritier, cet homme secret a été, de 1974 à 1995, vice-président du groupe Masson Belfond Armand Colin. A la suite de l'ascension de Lindsay Owen-Jones, il quitte L'Oréal et lance la Financière Marc de Lacharrière en 1991, dont il est le président. Comptant parmi les plus grosses fortunes privées de France, cet homme d'une influence aussi importante que souterraine est depuis 1995 président du Comptoir Lyon Allemand Louyot, vice-président de la Sofrès, et président de la Financière Sofrès (depuis 1992) et a pris le contrôle du groupe Valmonde (*Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde*) avant de le revendre à Serge Dassault. Président du conseil de surveillance de la banque de la Mutuelle industrielle, il préside le conseil d'administration de *La Revue des deux mondes* (qu'il a rachetée et dont les célèbres dîners entrêtient son riche carnet d'adresses) et préside le conseil d'administration de Synthelabo. Administrateur du Crédit lyonnais (1988-1994) et de Thomson (1992-1994), il est également vice-président

du conseil de surveillance du groupe d'éditions *L'Expansion*, de Casino et d'Air France. Il est représentant de la Fimalac aux conseils d'administration de *Canal +*, de la Financière Saint-Dominique, d'Euris, d'Euro-clinvest, du Crédit foncier de Monaco, de l'Omnium de communication, du Groupe André, etc. Il est devenu, en 1994, président de Sefimeg, et a été vice-président, puis président, en 1991, du comité national des conseillers du Commerce extérieur de la France. En 1996, il est devenu le premier propriétaire d'immeubles locatifs en Europe, ayant racheté l'ensemble du patrimoine des AGF pour 3,7 milliards de F. Il est également propriétaire de Fitch, troisième agence de notation mondiale. Figurant parmi les financiers de SOS-Racisme, il est également vice-président de la fondation Agir contre l'exclusion de l'ancien ministre socialiste Martine Aubry. Membre du groupe de Bilderberg, il a présidé la section française des Amis du Bilderberg. Comble de la sophistication chez ce milliardaire, en 2007, il devient président du conseil d'administration de l'Agence internationale des musées de France (France Muséums), organisme chargé notamment de réaliser une antenne du musée du Louvre à Abou Dabi.

LAFFITTE Pierre. Né le 1^{er} janvier 1925 à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Fils d'ingénieur, ce beau-fils de l'ancien ministre Émile Hugues, également X-Mines, a été de 1959 à 1962 directeur du Bureau de recherches géologiques et minières, puis président de la Carte métallographique d'Europe (1960), sous-directeur puis directeur de l'École nationale supérieure des mines (1973-1984). Président de la Conférence nationale des grandes écoles françaises, auteur de nombreux ouvrages scientifiques, il lance, en 1969, l'idée de la technopole de Sophia-Antipolis qui verra le jour les années suivantes. Conseiller municipal sans étiquette de Saint-Paul-de-Vence depuis 1971, il a été sénateur UDF puis RDSE des Alpes-Maritimes, successeur du centriste Francis Palmero, de 1985 à 2008.

LAFONT Bruno. Directeur de société, né le 8 juin 1956 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un médecin, il a épousé une violoniste. Ancien de HEC et de l'Ena (pro-

LE SIÈCLE

1957, il dirigera l'École supérieure d'électricité (1961-1967), sera directeur général des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale en 1968, directeur général adjoint de Polytechnique de 1968 à 1970, et directeur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon de 1970 à 1975. Il a présidé de 1980 à 1982 la Société des ingénieurs et scientifiques de France.

ORNANO Michel d'. Directeur de société, né le 12 juillet 1924 à Paris, décédé le 8 mars 1991. Descendant de la famille Ornano, maire de Deauville de 1962 à 1977, où il s'effaça au profit de son épouse, il devient en 1967, et demeurera jusqu'à sa mort accidentelle, député républicain indépendant, puis PR, du Calvados. Très proche de Valéry Giscard d'Estaing, artisan actif de sa campagne en 1974, il deviendra ministre de l'Industrie et de la Recherche (1974-1977), de la Culture et de l'Environnement (1977-1979), puis jusqu'en 1981 de l'Environnement et du Cadre de vie. En 1977, il brigue la mairie de Paris, mais ses listes seront battues au premier tour par celles de l'ancien Premier ministre RPR Jacques Chirac. Très implanté dans le Calvados, il en est conseiller général à partir de 1976 et préside son conseil général de 1979 à sa mort. Il a également été président du conseil régional de Basse-Normandie de 1983 à 1986, année où il a cédé ce mandat à son obligé Jean Garrec. Réélu député cette même année, il préside jusqu'en 1988 la commission des finances à l'Assemblée nationale. Il devient à l'automne 1988 vice-président de la Socpresse, holding du groupe Hersant. Œil et représentant de Giscard au PR, à l'UDF et à l'Union pour la France, où il entre au bureau politique en 1990, il est évincé de la commission électorale du PR en 1987. Il a soutenu l'accession de Charles Millon à la présidence de l'UDE, pour contrer l'anti-giscardien Léotard.

ORNHJELM Erik. Ingénieur, né le 1^{er} janvier 1915 à Paris, décédé le 11 janvier 1979. Ce polytechnicien a été ingénieur en organisation aux États-Unis, puis chef du bureau d'études des grands magasins du Printemps (1938-1939). Directeur de *La Vie des transports* depuis 1945, il a occupé diverses fonctions dans les groupements professionnels automo-

biles, notamment comme délégué général du Groupement syndical des constructeurs automobiles (à partir de 1954), délégué général de la Fédération nationale de l'automobile (à partir de 1958), délégué général puis président de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles (à partir de 1962).

ORSINI Francis. Militaire, né le 17 mars 1934 à Colomb-Béchar (Algérie). Ancien élève de l'École navale et de l'École des applications militaires de l'énergie atomique de Cherbourg, ce sous-marinier de formation a commandé les sous-marins d'attaque classiques Galatée et Requin (1967-1969) et les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins Foudroyant et Indomptable (1976-1979). De 1981 à 1983, il a commandé l'escadrille des sous-marins d'attaque en Méditerranée, puis a travaillé à l'état-major jusqu'en 1986. Nommé alors contre-amiral, il est appelé à la tête de l'École navale. En 1989, devenu vice-amiral d'escadre, il commande les forces sous-marines et la force océanique stratégique au PC de Houilles. Il sera ensuite chargé de mission des ministres de la Défense François Léotard (1994-1995), Charles Millon (1995-1997) et du socialiste Alain Richard (1997-1999). Il est promu amiral en décembre 1993.

ORTOLI François-Xavier. Inspecteur des Finances, né le 26 février 1925 à Ajaccio (Corse), décédé le 29 novembre 2007. Après des études au lycée de Saïgon, cet énarque est entré en 1948 à l'inspection des Finances. Il appartiendra à divers cabinets ministériels sous la IV^e République (Affaires économiques en 1951, 1953 et 1957), avant de devenir en 1958 directeur général de la direction du marché intérieur de la Commission économique européenne, et en 1961 secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Conseiller technique (1962) puis directeur de cabinet de Georges Pompidou à l'Hôtel Matignon, il représentera le gouvernement auprès de l'agence Havas, puis sera promu en 1967 commissaire général au Plan. Ministre de l'Équipement et du Logement en 1967-1968, puis, très brièvement, de l'Éducation nationale, il est élu député UDR en 1968, démissionnant aussitôt, choisi par

LE SIÈCLE

GUEROULT Jean. Ingénieur. Cet ingénieur des ponts et chaussées a été vice-président de l'European Enterprises of Development, puis président de l'Institut de formation de conseil en informatique, président de Gerard et de Despalle à la fin des années soixante-dix.

GUICHARD Alain. Journaliste, né le 21 octobre 1917 à Saint-Étienne (Loire). Fils de Georges Guichard, un des fondateurs du groupe de commerce Casino (dont il sera administrateur à partir de 1972), il a collaboré en 1945-1946 au *Courrier de Paris*, puis jusqu'en 1951 à L'Aube. En 1953, il devient rédacteur au service économique du *Monde*, puis en 1957 au service politique. Administrateur de sa société de rédacteurs de 1971 à 1973, il sera durant des lustres correspondant du *Journal de Genève*. De 1973 à 1975, il est vice-président, puis à partir de 1979 président de l'Association syndicale professionnelle des journalistes parlementaires, à partir de 1978, vice-président, puis en 1983 président de l'Association française des journalistes catholiques. Membre de divers cabinets ministériels de 1946 et 1953 (Prigent, Schumann, Buron), il a publié divers ouvrages dont *Les Juifs, Les Jésuites, et les Francs-Maçons* (d'après *Lectures Françaises*, janvier 1984, il serait lui-même un initié).

GUICHARD Antoine. Président de société, né le 21 octobre 1926 à Saint-Étienne (Loire). Cet ancien d'HEC, passé par les Frères oratoriens, a fait carrière dans le groupe familial (environ 300 héritiers qui détiennent 21 % du capital) de distribution Casino (fondé par son grand-père Geoffroy Guichard), qu'il a transformé en l'un des plus importants groupes de distribution français, contrôlant en outre diverses marques (La Ruche méridionale reprise à François Pinault, Hippopotamus), s'associant avec Rallye en 1992 grâce au soutien de Jean-Charles Naouri (qui, repris, devient le premier actionnaire de Casino avec 24 %). Président du conseil de gérance de Casino-Guichard-Perrachon et Cie (groupe Casino) jusqu'en 1996, il contrôle au total environ 120 hypermarchés, 550 supermarchés et 2 000 supérettes (72 milliards de F de chiffre d'affaires en 1994). Il a également été PDG des HLM et conseiller de la Banque de France. Il

préside aussi le groupe du mécénat d'entreprise au CNPF depuis 1987. Il a pris sa retraite en septembre 1996, laissant son poste à son dauphin, Georges Plassat.

GUIDONI Pierre. Homme politique, né le 3 octobre 1941 à Montpellier (Hérault), décédé le 13 juin 2000. Licencié ès lettres et en droit, DES de Sciences-Politiques et diplômé de l'IEP, ce cofondateur du Ceres a été président de l'Unef et secrétaire général des jeunesses socialistes (1963-1964). Militant à Paris, ce socialiste « historique » a été vice-président du groupe socialiste du conseil de Paris de 1971 à 1978 (réélu en 1977). En 1975, il entre au bureau exécutif du PS et devient en mars 1978 député socialiste de l'Aude (réélu en 1981). Chargé de mission pour les affaires extérieures auprès de François Mitterrand à partir de 1979, il sera, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, de 1981 à 1983, secrétaire national, chargé des collectivités locales, et de 1981 à avril 1982 vice-président de l'Assemblée nationale (vice-président de la commission des affaires étrangères en 1981, secrétaire de l'assemblée en 1982). En 1983, ce non-diplomate est nommé parlementaire en mission auprès de Claude Cheysson (Quai d'Orsay), et propulsé ambassadeur à Madrid (il connaissait nombre des dirigeants socialistes espagnols et était président du groupe parlementaire France-Espagne). Nommé préfet en 1985, il sera le second président de l'Institut du monde arabe (1985-1986). Secrétaire national chargé des questions européennes (1987-1990), il s'occupe ensuite des relations internationales. Membre du comité directeur et du bureau exécutif du PS, ce chevènementiste présidera le conseil politique de Socialisme et République à partir de 1989 (avant de s'éloigner de Chevènement – largement à cause de la Guerre du Golfe – et de rejoindre en 1993 le courant Jospin). En 1991, il est nommé ambassadeur en Argentine. Il avait épousé Elise Marjolin, fille de Robert Marjolin, ancien économiste et universitaire (décédé en avril 1986).

GUIGOU Elisabeth (née VALLIER, épouse). Haut fonctionnaire, née le 6 août 1946 à Marrakech (Maroc). Cette fille d'un colon conservateur du Maroc fut, à sa sortie de l'Ena (promotion Simone Weil comme son

LE SIÈCLE

1965 à 1969, il a été directeur de l'École spéciale d'architecture de Paris de 1975 à 1982, directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-arts de 1982 à 1989. Chargé de mission auprès d'Émile Biasini, secrétaire d'État aux Grands Travaux (1989-1990 puis 1990-1993), ce professeur d'histoire de l'art depuis 1968 dirige à nouveau l'École spéciale d'architecture depuis 1994.

WEICHS Clemens VON. Président de société, né le 15 mars 1952 à Friedrichshafen (Allemagne). Cet avocat a été cadre chez Gerling-Konzern à Cologne (1980-1994). Il a ensuite été directeur de réassurance chez Allianz (1994-2001) et membre du comité exécutif de Mondial Assistance à Paris (1999-2001), président du directoire de Hermes Kreditversicherung AG à Hambourg, puis président du directoire d'Euler Hermes à Paris (2004-2009). Depuis lors, il est directeur de Allianz-Re à Munich (Allemagne).

WEIL Patrick. Sociologue, né le 14 octobre 1956 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Peu connu du grand public, ce sociologue, longtemps personnalité influente du PS, a joué un rôle essentiel dans l'immigration, les naturalisations, les régularisations d'immigrés clandestins et les réformes du code de la nationalité depuis le début des années 80, étant sans nul doute l'un des principaux responsables de l'évolution ethnique de la population française. Bien que n'ayant signé qu'un unique ouvrage, il est, selon les médias, « "le" spécialiste de l'immigration en France » (*La Vie*, 7 août 1997) et « tient depuis plus de dix ans le rôle à la fois prestigieux et inconfortable d'homme de référence dans l'incessant tohu-bohu politique sur l'immigration (...) un des rares chercheurs en ce domaine capable de nourrir son expertise d'un précieux recul historique, d'une vision internationale et de solides connaissances juridiques » (*Le Monde*, 21 juin 1997). « Je suis juif d'origine étrangère » déclare-t-il dans l'un de ses premiers entretiens au *Quotidien de Paris* (28 novembre 1981), journal qui précise alors : « lance-t-il à tout hasard pour que nul doute ne puisse être possible quant à l'intérêt atavique qu'il peut prendre à la chose », c'est-à-dire « les travailleurs immigrés, le racisme ». Issu d'une

famille gauche, il est le petit-fils du Dr Bernard Halpern, né à Tarnos en Russie en 1904, qui fut directeur de recherches au CNRS et se fit connaître notamment pour ses travaux sur les maladies allergiques. La mère de Patrick Weil sera médecin-psychologue dans un organisme dépendant de la Sécurité sociale et son père chef d'entreprises. *Le Quotidien* assurait qu'il avait découvert le socialisme... sur les « planches » de Deauville, endroit où il constate que ses « parents ont moins d'argent que les gens du cru », ce qui le conduit à nourrir bientôt une solide haine à l'égard des richards qui se gobergent sur les planches

WEIL Pierre. Ingénieur, né le 21 octobre 1912 à Paris, décédé le 18 novembre 1997. Ce polytechnicien a débuté aux Chemins de fer de l'État en 1935 (devenus la SNCF en 1936). Directeur de cabinet du président de la SNCF de 1949 à 1955, il est chef d'exploitation de Paris-Saint-Lazare (1955-1956), responsable des relations extérieures (1956-1963), avant de rejoindre la RATP, où il a été directeur général de 1963 à 1971.

WEILL Alain. Président de société, né le 6 avril 1961 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fils d'un chirurgien, ce licencié en sciences économiques est également diplômé de l'Institut supérieur des affaires. Directeur du réseau NRJ de 1985 à 1989, il fut ensuite directeur général d'une filiale de la Sodexho, Oh! Poivrier (1989-1990). Ayant rejoint la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion en 1990 (avec *M40* devenu *RTL 2*), il sera ensuite à nouveau vice-PDG de *NRJ* de 1992 à 2000. Le compagnon de Jean-Paul Baudecroix quitte pourtant le groupe pour lancer *Nextradio* qui reprend 83% de *RMC*, en qualité de président délégué. Ce négociateur hors pair contrôle également *BFM* (repris à Jacques Abergel) depuis 2002 et de *BFM TV*, une télévision « low cost » depuis 2005. Ce spécialiste des radios thématiques réalise un joli coup en 2001 en obtenant l'exclusivité des droits radiophoniques pour la Coupe du monde de football 2002. Ce « flibustier » avisé a repris *La Tribune* en 2008, moyennant des conditions très favorables de Bernard Arnault, nouveau propriétaire des *Echos*.